

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 04514
Nom ou dénomination : A CAPITAL

Ce dépôt a été enregistré le 10/02/2021 sous le numéro de dépôt 19551

A Capital

Société par actions simplifiée au capital de 40.000 €
Siège social : 15 rue de Lille, 75007 à Paris
En cours d'immatriculation au RCS de Paris

LISTE DES SOUSCRIPTEURS AU CAPITAL

Actionnaire	Nombre d'actions souscrites	Versements effectués
Pierre-Louis Thierry d'Argenlieu	40.000 actions	€ 40.000
Total	40.000 actions	€ 40.000

Le 09-févr.-2021

Le président

DocuSigned by:
Pierre-Louis Thierry d'Argenlieu
2C2DFC088DFF464...



Société de commissaires aux comptes membre de la compagnie régionale de Besançon

Franck PAUL

Commissaire aux comptes

Jean-François HUOT

Commissaire aux comptes

Apport de titres

De la Société BENEFICIAIRE EFFECTIF

À

La Société A CAPITAL

Rapport du Commissaire aux Apports

Rapport du commissaire aux apports sur la valeur de l'apport

Apport de titres de BENEFICIAIRE EFFECTIF

À la
SAS A CAPITAL

Réalisé par Monsieur Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU

Monsieur le Président,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la décision de l'associé unique de la société A CAPITAL, en date du 01/02/2021, concernant l'apport de titres de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF devant être effectué par Monsieur Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU au profit de la SAS A CAPITAL, nous avons établi le présent rapport prévu par les articles L.223-9 et L.223-33, du Code de Commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le traité d'apport qui nous a été communiqué le 01 février 2021. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

À cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission.

Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur de l'apport, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de trouver ci-après, nos constatations et conclusions présentées dans l'ordre suivant :

1. Présentation de l'opération et description de l'apport
2. Diligences accomplies
3. Appréciation de la valeur de l'apport
4. Conclusion

1. PRÉSENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT

1.1. Contexte de l'opération

Le présent apport de titres envisagé par l'Apporteur, doit permettre à la société A CAPITAL de gérer le patrimoine constitué de participations détenues dans la SAS BENEFICIAIRE EFFECTIF et toutes sociétés qui pourraient être constituées.

1.2. Présentation des sociétés et des parties en présence

1.2.1. *Personne physique apporteuse*

La SAS A CAPITAL va bénéficier de l'apport de 200 titres, actuellement détenus par M. Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU, demeurant à 15 rue de Lille 75 007 Paris.

1.2.2. *Société bénéficiaire*

La société A CAPITAL est une Société par actions simplifiée en cours d'immatriculation, ayant son siège social au 15 rue de Lille, 75 007 Paris.

Son capital est entièrement détenu par Monsieur Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU.

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- La prise de participation, directe ou indirect, la réalisation d'investissements (y compris immobiliers) et le montage et la structuration d'opérations d'investissement ;
- La gestion, l'administration et la cession/ou la liquidation, dans les meilleures conditions, de ces participation ;
- La réalisation de prestations de conseil ou de services ;
- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation de fonds d'investissement ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits autrement, y compris par le recours à tout instrument financier, en France et à l'étranger.

②

1.2.3. Société BENEFICIAIRE EFFECTIF

La société BENEFICIAIRE EFFECTIF est une Société par actions simplifiée au capital social de 600 € reparti en 600 actions, dont le siège social est situé à 15, rue de Lille 75 007 Paris.

Le capital social de la société est notamment détenu par Monsieur Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU à hauteur de 200 actions.

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- La conception, le développement, la production, la réalisation, la gestion, l'exploitation, l'intégration, la maintenance de logiciels applicatifs, de tous sites internet et application mobiles, ainsi que tous services, études, formation, conseils et assistance se rattachant à l'objet desdits logiciels commercialisés.
- La participation de la Société, par tous moyen, à toutes entreprises créées ou à créer, pouvant de rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;
- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financière, mobilières et immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tout objet social similaire connexe pouvant favoriser son extension ou son développement.

1.3. Description de l'opération

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées dans le traité d'apport.

Elles peuvent se résumer comme suit :

1.3.1. Caractéristiques essentielles de l'apport

Monsieur Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU détient directement des titres composant 33.33% du capital de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF.

L'apport porte uniquement sur les actions apportées, à l'exclusion de tout autre élément tant d'actif que de passif au bénéfice ou à la charge de « L'Apporteur ».

Les Parties affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

« L'Apporteur » déclare placer l'apport sous le régime des dispositions de l'article 150-0 B ter III du Code général des impôts.

9

1.3.2. Conditions suspensives

Le présent apport ne deviendra définitif qu'après établissement du rapport du commissaire aux apports comportant l'appréciation de la valeur de l'apport ; et qu'après approbation de l'évaluation de l'apport et de l'octroi, le cas échéant, d'avantages particuliers et l'immatriculation de la société.

1.3.3. Rémunération de l'apport

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à 40 000 euros, il sera attribué à Monsieur Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU, 40 000 actions de la SAS A CAPITAL, d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées de la société bénéficiaire.

1.3.4. Avantages particuliers stipulés

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

1.4. Présentation de l'apport

1.4.1. Méthode d'évaluation retenue

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement CRC n° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties à l'issue d'une analyse multicritère.

1.4.2. Description de l'apport

L'apport est constitué d'une partie des actions de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF (200) qui ont été évaluées à leur valeur réelle estimée à 40 000 euros, soit 200 euros par action.

Ainsi :

- M. Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU apportera 200 actions pour une valeur de 40 000 euros.

1.5. Présentation du groupe avant et après opération

1.5.1. Avant apport

Avant l'opération d'apport envisagée, le capital de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF est détenu notamment par Monsieur Pierre-Louis Thiery d'ARGENLIEU, personne physique, à hauteur de 200 actions, soit 33.33%.

1.5.2. Après apport

Après l'opération d'apport envisagée, le capital de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF sera détenu par la SAS A CAPITAL, à hauteur de 200 actions, soit 33.33%.

Après l'opération d'apport envisagée, la SAS A CAPITAL, en sa qualité de personne morale, aura la pleine propriété des titres sociaux apportés par « l'Apporteur » – personne physique. Son capital sera constitué de 40 000 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune, soit un capital de 40 000 euros.

2. DILIGENCES ACCOMPLIES

2.1. Diligences mises en œuvre par le Commissaire aux apports

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Notre mission a pour objet d'évaluer la valeur des apports de titres de la société BENEFICIAIRE SAS dans la société A CAPITAL.

Nous avons notamment :

- Echangé avec le conseil de M. Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU pour prendre connaissance du contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales de l'opération envisagée, en marge de l'examen du contenu du traité d'apport ;
- Echangé avec M. Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU pour prendre connaissance de l'activité des sociétés du groupe et des motivations attachées à l'apport des titres envisagés ;
- Vérifié la pleine propriété des titres apportés en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- Consulté les documents juridiques et financiers mis à notre disposition concernant la vie sociale ;
- Pris connaissance de l'activité de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF, au regard des opérations financières qui nous a été communiquées.
- Examiné l'approche d'évaluation mise en œuvre par les parties.

f

2.2. Appréciation de la méthode de valorisation de l'apport et de sa conformité à la réglementation comptable

L'apport de titres envisagé est effectué par M. Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU.

Au terme du projet de traité d'apport, les parties ont convenu de retenir la valeur réelle estimée des titres de la société BENEFCIAIRE EFFECTIF en tant que valeur d'apport.

2.3. Réalité de l'apport

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la pleine propriété par M. Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU des titres de la société BENEFCIAIRE EFFECTIF, objets du présent apport.

3. APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

3.1. Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation

L'apport porte sur 200 titres représentant 33.33% du capital de la société BENEFCIAIRE EFFECTIF.

3.2. Détermination de la valeur de l'apport par les parties

La valeur retenue par les parties pour la comptabilisation dans les comptes de la SAS A CAPITAL des 200 actions de la SAS BENEFCIAIRE EFFECTIF apportées, correspond à la valeur convenue entre les parties.

En conséquence, les parties s'accordent pour retenir une valeur globale de l'apport effectué par Monsieur Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU de **quarante mille (40 000) euros**.

3.3. Valorisation de la société BENEFCIAIRE EFFECTIF.

Pour apprécier la valeur de l'apport, nous avons mis en œuvre une évaluation multicritères, selon différentes méthodes, issues des préconisations de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes et de transactions similaires rencontrées sur le marché des transactions d'entreprises.

Méthodes écartées

Les approches d'évaluation suivantes ont été écartées car jugées inadaptées à la société BENEFICIAIRE EFFECTIF.

a) Référence au cours de bourse

La société BENEFICIAIRE EFFECTIF n'étant pas cotée, la méthode faisant référence au cours de bourse ne peut pas être appliquée.

b) Actif net comptable et actif net réévalué

Ces approches par l'actif net ne sont pas non plus pertinentes, puisque la société BENEFICIAIRE EFFECTIF n'a pas encore arrêté de comptes annuels à la date du présent rapport.

Méthodes retenues

Les titres de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF ont été évalués d'un commun accord entre les Parties. La valeur retenue est basée sur la structure attendue de l'actif net au jour du présent rapport, constituée essentiellement de la trésorerie.

4. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à **40 000 euros** n'est pas surévaluée et, que le montant correspond au capital social apporté à la SAS A CAPITAL.

Fait à Luxeuil les Bains, le 05 février 2021

Le Commissaire aux apports,

M.C.H Auditeurs

M. Franck PAUL



A Capital

Société par actions simplifiée au capital de 40.000 €

Siège social : 15 rue de Lille 75007 Paris

En cours d'immatriculation au RCS de Paris

STATUTS CONSTITUTIFS

Le soussigné,

Pierre-Louis Thierry d'Argenlieu, de nationalité Française, né le 26 juillet 1987 à Neuilly-Sur-Seine demeurant 15 rue de Lille, 75007 à Paris,

1. FORME

Il est formé par les **Associés** une société par actions simplifiée (la **Société**), régie par les lois et règlements en vigueur et notamment par les dispositions des articles L. 227-1 et suivants du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts (les **Statuts**).

A tout moment, la Société pourra devenir unipersonnelle ou redevenir pluripersonnelle sans que la forme sociale n'en soit modifiée.

En cas de réunion de toutes les actions dans une seule main, l'associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à la collectivité des Associés dans les statuts.

La Société ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions.

2. OBJET

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- La prise de participation, directe ou indirecte, la réalisation d'investissements (y compris immobiliers) et le montage et la structuration d'opérations d'investissement ;
- La gestion, l'administration et la cession/ou la liquidation, dans les meilleures conditions, de ces participations ;
- La réalisation de prestations de conseil ou de services ;
- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation, de fonds d'investissement ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits autrement, y compris par le recours à tout instrument financier, en France et à l'étranger.

3. DENOMINATION SOCIALE

Nom de la société	:	A Capital
-------------------	---	-----------

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés à des tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « *Société par Actions Simplifiée* » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

Les mêmes documents doivent aussi porter les mentions du siège social, du numéro d'immatriculation et de l'indication du greffe où elle est immatriculée.

4. SIEGE SOCIAL

Siège social	:	15 rue de Lille, 75007, Paris
--------------	---	-------------------------------

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision des Associés. Le Président pourra décider seul le transfert du siège social de la Société sur le territoire du même département ou d'un département limitrophe.

5. DUREE

Durée de la Société	:	quatre-vingt-dix-neuf (99) années
---------------------	---	-----------------------------------

à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

6. APPORTS

Lors de la constitution de la Société, les associés ont fait apport à la Société de :

Montant total des apports	:	40.000	euros (€)
Nombre d'actions	:	40.000	actions
Valeur nominale	:	1	euros (€)

Lesdites actions ont été souscrites et libérées en totalité.

Le montant correspondant au capital social a été apporté par l'associé unique dans le cadre d'un apport en nature dont les caractéristiques figurent en annexe des présentes.

7. CAPITAL SOCIAL

Montant du capital social	:	40.000	euros (€)
Nombre d'actions	:	40.000	actions
Valeur nominale	:	1	euros (€)

Les actions composant le capital social sont toutes de même catégorie, elles ont été intégralement souscrites par les Associés.

8. MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social de la Société peut être modifié par tous moyens et de toutes manières autorisés par la loi, par décision collective des Associés.

Après avoir décidé d'augmenter, d'amortir ou de réduire le capital social, les Associés peuvent déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires en vue de réaliser l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient aux Associés au prorata de leurs droits dans l'ancien capital.

9. LIBERATION DES ACTIONS

Les actions sont libérées lors de leur souscription conformément aux dispositions légales.

10. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit à son porteur, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente. Elle confère également le droit d'être informé des transactions de la Société et d'obtenir certains documents sociaux selon les modalités fixées par la loi et les présents statuts. Chaque action donne également droit à une voix en assemblée générale des Associés de la Société.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts, à leurs modifications ultérieures et à toutes les décisions des Associés.

Les Associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leur apport respectif. Les droits et obligations attachés à chaque action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis sont tenus, s'ils veulent participer aux votes, de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique.

11. FORME DES ACTIONS - PROPRIETE DES ACTIONS

Les actions doivent obligatoirement revêtir la forme nominative.

La propriété des actions est matérialisée par une inscription dans les comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

A la demande du ou des titulaires, un certificat d'inscription en compte sera remis par la Société à tout associé qui en fait la demande.

12. DROIT DE DISPOSITION SUR LES ACTIONS

12.1. Stipulations générales

Tout transfert par un Associé de ses actions ne peut intervenir que conformément aux stipulations des statuts et aux dispositions des lois et règlements applicables. Tout transfert d'actions effectué en violation des stipulations des présents statuts est nul.

Tout transfert d'actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par virement de compte à compte.

12.2. Agrément

Les actions ne peuvent être cédées à des personnes étrangères à la Société ou entre Associés qu'avec le l'agrément des Associés statuant dans les conditions relatives aux Décisions Extraordinaires.

À l'effet d'obtenir ce consentement, l'Associé qui envisage de céder tout ou partie de ses actions en informe le Président dans les meilleurs délais, en indiquant les noms, prénoms, profession, domicile et nationalité du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre d'actions à céder et le prix (la **Notification**).

Le Président informe, les Associés du projet de cession dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la Notification.

À défaut d'agrément, chacun des Associés doit, dans un délai de quinze (15) jours suivant l'information notifiée par le Président, faire connaître s'il accepte la cession proposée. Cette décision n'a pas à être motivée.

Une fois reçue la totalité des décisions des Associés, le Président notifie dans les meilleurs délais le résultat de la consultation à l'Associé cédant.

Si la cession est agréée, elle doit être régularisée dans les trois (3) mois de la notification de l'agrément ; à défaut de régularisation dans ce délai, le cessionnaire doit à nouveau être soumis à l'agrément des associés dans les conditions sus-indiquées.

Si les Associés n'agrément pas le tiers acquéreur proposé et si l'Associé cédant ne fait pas connaître, dans les quinze (15) jours du refus d'agrément, qu'il renonce au transfert objet de la Notification, le Président sera tenu, dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter du refus d'agrément, de faire acquérir les actions proposées soit par un ou plusieurs Associés, soit par un tiers, soit par la Société elle-même.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, Associés ou tiers agréé, ou l'offre d'achat par la Société ainsi que le prix offert seront notifiés à l'Associé cédant. En cas de contestation sur le prix, celui-ci sera fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Toutefois, l'Associé cédant sera toujours en droit de renoncer au transfert des actions proposées, alors même que le prix adopté par l'expert serait égal au Prix proposé par action.

Si, à l'expiration du délai de quatre-vingt-dix (90) jours précité, l'achat n'est pas réalisé, les actions proposées pourront être transférées au tiers acquéreur selon les conditions et modalités indiquées dans la Notification. Lorsque les actions proposées sont rachetées par la Société, celle-ci est tenue de les céder ou de les annuler conformément à la loi.

13. INDIVISION, DEMEMBREMENT ET NANTISSEMENT D'ACTIONS

Les propriétaires indivis d'actions seront tenus de se faire représenter auprès de la Société et de participer à la prise de décision par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Sauf convention contraire notifiée à la Société, si une action est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier sauf pour les décisions entraînant modification des statuts pour lesquelles le droit de vote appartient au nu-propriétaire.

Les Associés ayant nanti leurs actions continuent de représenter seuls les actions par eux remises en gage.

14. PRESIDENT DE LA SOCIETE

La Société est gérée et administrée par un Président. Le Président de la Société est nommé par les Associés, statuant à la majorité pour une durée déterminée ou indéterminée. Le Président peut être soit une personne physique soit une personne morale, associée ou non.

Dans ce cas, le représentant permanent de la personne morale sera soumis aux mêmes conditions et obligations et encourra les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était Président en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale représentée.

En cas de décès, de démission ou de révocation du Président de la Société, il est pourvu à son remplacement dans les plus brefs délais. Le Président remplaçant, qui sera nommé par les Associés statuant à la majorité, ne demeurera en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les fonctions de Président prennent fin :

- par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination ;
- par la démission, celle-ci ne pouvant être effective qu'à l'expiration d'un préavis d'un mois. Ce délai pourra être réduit au cas où la Société aurait pourvu à son remplacement dans un délai plus court ;
- par la révocation, celle-ci pouvant intervenir à tout moment et sans motif par l'Associé Unique ou les Associés, statuant à la majorité ;

- par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire

Le Président n'est soumis à aucune limitation de mandats.

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans les limites de l'objet social, sous réserves des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Associés.

Dans ses rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les décisions et actes du Président de la Société qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans les rapports avec les Associés, le Président peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société. Les Associés peuvent limiter les pouvoirs du Président et soumettre certains actes à une autorisation préalable.

Le Président peut, dans la limite de ses attributions, conférer toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'opérations déterminées. Ces délégations subsistent lorsqu'il vient à cesser ses fonctions à moins que son successeur ne les révoque.

15. REMUNERATION DU PRESIDENT

La décision nommant le Président fixe la durée de ses fonctions et les modalités de sa rémunération. Dans le cas où une rémunération lui est allouée, cette dernière peut être fixe ou proportionnelle. Le Président pourra obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la Société.

16. DIRECTEURS GENERAUX

Les Associés peuvent nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales ayant à titre habituel le pouvoir d'engager la Société. Le Directeur Général peut ou non être associé ou, s'il s'agit d'une personne physique, salarié de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles ou pénales que s'ils étaient Directeur Général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat de Directeur Général peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, le mandat de Directeur Général est renouvelable sans limitation.

La décision nommant le Directeur Général fixe la durée de ses fonctions et les modalités de sa rémunération. Le Directeur Général pourra obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la Société.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin dans les mêmes conditions que celles du Président. En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur Général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au Directeur Général sont déterminées par les Associés.

Le Directeur Général peut, dans la limite de ses attributions, conférer toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'opérations déterminées. Les délégations subsistent lorsqu'il vient à cesser ses fonctions, à moins que son successeur ne les révoque.

17. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Conformément aux dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, lorsque ces conventions portent sur des opérations courantes et sont conclues à des conditions normales, ces dernières ne sont pas soumises à la procédure détaillée auxdits articles et ne sont soumises à aucune formalité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président de la Société ou les intéressés d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

18. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires exerçant leur mission conformément à la loi.

En cours de vie sociale, les commissaires aux comptes sont désignés par décision de la collectivité des Associés.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission, décès ou relèvement, sont nommés en même temps et dans les mêmes conditions que les titulaires et pour la même durée.

19. DECISIONS DES ASSOCIES

Lorsque la société est unipersonnelle, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés dans les sociétés par actions simplifiée pluripersonnelles.

La collectivité des Associés est seule compétente pour décider :

- toute modification des Statuts, en particulier, l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la transformation ou la dissolution de la Société,
- la nomination et la révocation des commissaires aux comptes,
- la nomination, la révocation et la rémunération du Président et des Directeurs généraux,
- l'approbation des comptes annuels et, le cas échéant, l'affectation des bénéfices et des réserves,
- l'émission d'un emprunt obligataire.

Les décisions des Associés sont constatées par un procès-verbal établi par les Associés.

20. MODE DE CONSULTATION DES ASSOCIES

Lorsque la société est pluripersonnelle, les décisions seront adoptées au choix du Président :

- en assemblée générale ; ou
- par correspondance ; ou
- dans un acte sous seing privé.

Tous moyens de communications, en ce compris la télécopie, la conférence téléphonique ou la visioconférence peuvent être utilisés pour l'expression des décisions.

Les assemblées sont convoquées par le Président de la Société, agissant sur sa propre initiative ou à la demande d'un associé détenant plus de cinq pour cent (5%) du capital.

L'assemblée est réunie en France ou à l'étranger si l'intérêt de la Société l'exige, à l'endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite par tout moyen (en ce compris par courriel) au moins huit (8) jours avant la date de la réunion. Ladite convocation indique l'ordre du jour, le projet de résolutions et contient tous les rapports et documents nécessaires à la bonne information des Associés.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, au cas où tous les Associés sont présents ou représentés, l'assemblée sera valablement tenue même en cas de convocation orale et sans délai. Dans ce cas, les associés peuvent convenir de recevoir l'intégralité des documents relatifs à l'ordre du jour au plus tard le jour de ladite assemblée.

L'assemblée sera présidée par le Président de la Société ou, en son absence, par une personne spécialement désignée à cet effet par les Associés. Un registre de présence sera signé par chaque Associé assistant à l'assemblée et il sera dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le Président de séance.

En cas de consultation des associés par correspondance, le texte des résolutions proposées et les documents nécessaires à la bonne information des Associés sont adressés, par courrier recommandé avec demande d'accusé de réception. Les Associés disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la réception du projet de résolutions pour émettre leur vote. Le vote doit être envoyé par courrier recommandé avec demande d'accusé de réception. Tout Associé n'ayant pas répondu dans un délai de huit (8) jours sera considéré comme n'ayant pas approuvé ces résolutions.

La consultation des Associés est enregistrée dans un procès-verbal signé par le Président de la Société, sur lequel est portée la réponse de chaque associé. Lorsque la décision collective est exprimée dans un acte en dehors de toute assemblée ou consultation par correspondance, l'acte devra être signé par l'ensemble des Associés.

Les procès-verbaux et actes constatant les délibérations des Associés sont conservés par le Président de la Société.

Chaque Associé a le droit de participer à toute décision soit directement soit par un mandataire. Les commissaires aux comptes sont convoqués aux assemblées qui se tiennent par correspondance.

21. DECISIONS COLLECTIVES

21.1. Décisions Ordinaires

- Typologie

Sous réserve des dispositions légales relatives au mode d'adoption de certaines décisions collectives et hormis les décisions résultant d'un acte des Associés qui doivent obligatoirement être prises à l'unanimité des Associés, sont qualifiées d'ordinaires (les "**Décisions Ordinaires**") les décisions des Associés autres que les Décisions Extraordinaires.

Elles comprennent notamment, sans que ceci soit limitatif, l'approbation des comptes annuels et de l'affectation des résultats ainsi que la nomination des commissaires aux comptes.

- Quorum

La collectivité des associés ne pourra valablement délibérer sur première convocation, que si les Associés présents ou représentés possèdent au moins cinquante pour cent (50%) du nombre total d'Actions émises par la Société à la date de la décision envisagée. Sur deuxième convocation, aucun quorum ne sera requis.

- Majorité

Les Décisions Ordinaires, pour être valables, doivent être adoptées par la majorité simple (i.e. 50% + 1) des voix dont disposent les Associés présents ou représentés.

21.2. *Décisions Extraordinaires*

- Typologie

Sont qualifiées d'extraordinaires (les "**Décisions Extraordinaires**") les décisions emportant modification des statuts.

Elles comprennent notamment, sans que ceci soit limitatif, les augmentations ou réductions du capital, les fusions, scissions, apports partiels d'actifs, ainsi que tout projet de dissolution anticipée de la Société, prorogation du terme, nomination et révocation du liquidateur.

- Quorum

La collectivité des associés ne pourra valablement délibérer sur première convocation, que si les Associés présents ou représentés possèdent au moins soixante-quinze pour cent (75%) du nombre total d'Actions émises par la Société à la date de la décision envisagée. Sur deuxième convocation, aucun quorum ne sera requis.

- Majorité

Les Décisions Extraordinaires, pour être valables, doivent être adoptées par la majorité de soixante-quinze pour cent (75%) des voix dont disposent les Associés présents ou représentés.

22. **EXERCICE SOCIAL**

Début de l'exercice social	:	1 ^{er} janvier
Fin de l'exercice social	:	31 décembre
Fin du premier exercice social	:	31 décembre 2021

23. **COMPTES SOCIAUX**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales de la Société, et il est dressé des comptes annuels conformément à la loi et aux usages du commerce.

Le Président de la Société arrête et établit un rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle ce rapport est établi.

Ces documents sont soumis chaque année à l'approbation des Associés au cours de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, qui doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice. Préalablement, ils sont adressés aux commissaires aux comptes pour certification, établissement et transmission de ses rapports.

24. **AFFECTATION DU RESULTAT SOCIAL**

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les Associés décident d'inscrire celui-ci à un ou plusieurs postes de réserves, dont ils règlent l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

De même après avoir constaté l'existence de réserves dont ils ont la disposition, les Associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont soit imputées sur les comptes de réserves de la Société, soit portées sur le compte report à nouveau.

En cas de pluralité d'Associés, la part de chaque associé dans les résultats et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

25. DISSOLUTION

La dissolution de la Société intervient dans les hypothèses visées à l'article 1844-7 du Code civil ainsi qu'en cas de fusion absorption par une autre société, de fusion avec création d'une société nouvelle et de scission.

Si, au jour de la dissolution, la Société est unipersonnelle, la dissolution n'entraîne pas la liquidation de la Société mais opère transmission universelle du patrimoine aux Associés dans les conditions prévues à l'article 1844-5, alinéa 3, du Code civil.

Si, au jour de la dissolution, la Société est pluripersonnelle, la dissolution entraîne la liquidation de la Société dans les conditions définies par la loi.

Les pouvoirs du Président et des Directeurs Généraux prennent fin par la dissolution de la Société, sauf à l'égard des tiers pour l'accomplissement des formalités de publicité de la dissolution. Un liquidateur sera nommé dans les conditions prévues par la loi.

26. LIQUIDATION

La liquidation de la Société est effectuée conformément au Code de commerce.

Le boni de liquidation est réparti entre les Associés proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent à la date de clôture de la liquidation.

27. CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre le ou les Associés et la Société, soit entre les Associés eux-mêmes en cas de pluralité d'Associés, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

28. FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes, de leurs suites et conséquences seront avancés par les Associés jusqu'à ce que la Société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la Société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices.

29. REPRISE DES ENGAGEMENTS ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli dès avant la signature des présents Statuts, pour le compte de la Société en formation, des actes énoncés dans un état annexé aux présents Statuts (**Annexe I**), indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la Société.

Cet état a été déposé dans les délais légaux au lieu du futur siège social à la disposition des Associés qui ont pu en prendre connaissance.

La signature des présents Statuts vaudra reprise par la Société de ces engagements qui seront réputés avoir été souscrits par elle dès son origine, et ce, dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

30. MANDAT POUR ACCOMPLIR DES ACTES POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, les Associés donnent mandat au Président et lui délèguent spécialement tous pouvoirs à l'effet de passer et conclure au nom et pour le compte de la Société, les actes définis en Annexe.

Du seul fait de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés, les engagements résultant de ces actes seront repris, rétroactivement, dès leur naissance et de plein droit, par la Société.

31. POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes, à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la Société dans un journal d'annonces légales et d'accomplir toutes les formalités légalement requises pour parvenir à l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

Le 09/02/2021

Pierre-Louis Thierry d'Argenlieu

Faire précéder de la mention manuscrite "Bon pour
acceptation des fonctions de président"

Bon pour acceptation des fonctions de Président



ANNEXE I

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

- Ouverture d'un compte de transit à leurs noms auprès de la banque LCL située 19 boulevard des Italiens à Paris 75002 au nom de la société en cours de formation
- Signature d'un traité d'apport correspondant à l'apport en nature ;
- et plus généralement, toutes opérations entrant dans le cadre de la gestion courante de la société en formation jusqu'à son immatriculation.

Le présent état a été présenté aux Associés pour le compte de la Société avant la signature des statuts et demeurera annexé aux statuts, dont la signature emportera reprise des engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

ANNEXE II

NOMINATION DES PREMIERS DIRIGEANTS

Le premier Président est :

- Pierre-Louis Thierry d'Argenlieu, de nationalité Française, né le 26 juillet 1987 à Neuilly-Sur-Seine demeurant 15 rue de Lille, 75007 à Paris,

Il est nommé pour une durée indéterminée et exercera son mandat à titre gratuit.

ANNEXE III

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS



Société de commissaires aux comptes membre de la compagnie régionale de Besançon

Franck PAUL

Commissaire aux comptes

Jean-François HUOT

Commissaire aux comptes

Apport de titres

De la Société BENEFICIAIRE EFFECTIF

À

La Société A CAPITAL

RLA

Rapport du Commissaire aux Apports

37 bis avenue de la Vallée du Brouchin Frédegonche BP 50038
70302 L'ALLIÉ LES BAINS Cedex Tél: 03 84 49 01 06 - Fax 03 84 94 10 62
38 rue de Montberland 90000 Belfort SAS capital 150000 € RCS Belfort B 380 182 188

Rapport du commissaire aux apports sur la valeur de l'apport

Apport de titres de BENEFICIAIRE EFFECTIF

À la
SAS A CAPITAL

Réalisé par Monsieur Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU

Monsieur le Président,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la décision de l'associé unique de la société A CAPITAL, en date du 01/02/2021, concernant l'apport de titres de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF devant être effectué par Monsieur Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU au profit de la SAS A CAPITAL, nous avons établi le présent rapport prévu par les articles L.223-9 et L.223-33, du Code de Commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le traité d'apport qui nous a été communiqué le 01 février 2021. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

À cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission.

Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur de l'apport, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de trouver ci-après, nos constatations et conclusions présentées dans l'ordre suivant :

1. Présentation de l'opération et description de l'apport
2. Diligences accomplies
3. Appréciation de la valeur de l'apport
4. Conclusion


NICH
AUDITEURS

RLA

1. PRÉSENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT

1.1. Contexte de l'opération

Le présent apport de titres envisagé par l'Apporteur, doit permettre à la société A CAPITAL de gérer le patrimoine constitué de participations détenues dans la SAS BENEFICIAIRE EFFECTIF et toutes sociétés qui pourraient être constituées.

1.2. Présentation des sociétés et des parties en présence

1.2.1. *Personne physique apporteuse*

La SAS A CAPITAL va bénéficier de l'apport de 200 titres, actuellement détenus par M. Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU, demeurant à 15 rue de Lille 75 007 Paris.

1.2.2. *Société bénéficiaire*

La société A CAPITAL est une Société par actions simplifiée en cours d'immatriculation, ayant son siège social au 15 rue de Lille, 75 007 Paris.

Son capital est entièrement détenu par Monsieur Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU.

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- La prise de participation, directe ou indirecte, la réalisation d'investissements (y compris immobiliers) et le montage et la structuration d'opérations d'investissement ;
- La gestion, l'administration et la cession/ou la liquidation, dans les meilleures conditions, de ces participation ;
- La réalisation de prestations de conseil ou de services ;
- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation de fonds d'investissement ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits autrement, y compris par le recours à tout instrument financier, en France et à l'étranger.



RUA

1.2.3. Société BENEFICIAIRE EFFECTIF

La société BENEFICIAIRE EFFECTIF est une Société par actions simplifiée au capital social de 600 € reparté en 600 actions, dont le siège social est situé à 15, rue de Lille 75 007 Paris.

Le capital social de la société est notamment détenu par Monsieur Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU à hauteur de 200 actions.

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- La conception, le développement, la production, la réalisation, la gestion, l'exploitation, l'intégration, la maintenance de logiciels applicatifs, de tous sites internet et application mobiles, ainsi que tous services, études, formation, conseils et assistance se rattachant à l'objet desdits logiciels commercialisés.
- La participation de la Société, par tous moyen, à toutes entreprises créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;
- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tout objet social similaire connexe pouvant favoriser son extension ou son développement.

1.3. Description de l'opération

Les modalités de réalisation de l'apport sont exposées dans le traité d'apport.

Elles peuvent se résumer comme suit :

1.3.1. Caractéristiques essentielles de l'apport

Monsieur Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU détient directement des titres composant 33,33% du capital de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF.

L'apport porte uniquement sur les actions apportées, à l'exclusion de tout autre élément tant d'actif que de passif au bénéfice ou à la charge de « l'Apporteur ».

Les Parties affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

« L'Apporteur » déclare placer l'apport sous le régime des dispositions de l'article 150-0 B ter III du Code général des impôts.

P



LIA

1.3.2. Conditions suspensives

Le présent apport ne deviendra définitif qu'après établissement du rapport du commissaire aux apports comportant l'appréciation de la valeur de l'apport ; et qu'après approbation de l'évaluation de l'apport et de l'octroi, le cas échéant, d'avantages particuliers et l'immatriculation de la société.

1.3.3. Rémunération de l'apport

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à 40 000 euros, il sera attribué à Monsieur Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU, 40 000 actions de la SAS A CAPITAL, d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées de la société bénéficiaire.

1.3.4. Avantages particuliers stipulés

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

1.4. Présentation de l'apport

1.4.1. Méthode d'évaluation retenue

L'apport n'implique pas des sociétés sous contrôle commun au sens du règlement CRC n° 2004-01 du 4 mai 2004 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées. Dès lors, il sera réalisé à la valeur réelle déterminée par les parties à l'issue d'une analyse multicritère.

1.4.2. Description de l'apport

L'apport est constitué d'une partie des actions de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF (200) qui ont été évaluées à leur valeur réelle estimée à 40 000 euros, soit 200 euros par action.

Ainsi :

- M. Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU apportera 200 actions pour une valeur de 40 000 euros.

1.5. Présentation du groupe avant et après opération

1.5.1. Avant apport

Avant l'opération d'apport envisagée, le capital de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF est détenu notamment par Monsieur Pierre-Louis Thiery d'ARGENLIEU, personne physique, à hauteur de 200 actions, soit 33,33%.



RLA

1.5.2. Après apport

Après l'opération d'apport envisagée, le capital de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF sera détenu par la SAS A CAPITAL, à hauteur de 200 actions, soit 33,33%.

Après l'opération d'apport envisagée, la SAS A CAPITAL, en sa qualité de personne morale, aura la pleine propriété des titres sociaux apportés par « l'Apporteur » - personne physique. Son capital sera constitué de 40 000 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune, soit un capital de 40 000 euros.

2. DILIGENCES ACCOMPLIES

2.1. Diligences mises en œuvre par le Commissaire aux apports

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Notre mission a pour objet d'évaluer la valeur des apports de titres de la société BENEFICIAIRE SAS dans la société A CAPITAL.

Nous avons notamment :

- Echangé avec le conseil de M. Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU pour prendre connaissance du contexte, des modalités comptables, juridiques et fiscales de l'opération envisagée, en marge de l'examen du contenu du traité d'apport ;
- Echangé avec M. Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU pour prendre connaissance de l'activité des sociétés du groupe et des motivations attachées à l'apport des titres envisagés ;
- Vérifié la pleine propriété des titres apportés en nous faisant confirmer l'absence de toute garantie ou nantissement s'y rapportant ;
- Consulté les documents juridiques et financiers mis à notre disposition concernant la vie sociale ;
- Pris connaissance de l'activité de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF, au regard des opérations financières qui nous a été communiquées.
- Examiné l'approche d'évaluation mise en œuvre par les parties.

l

2.2. Appréciation de la méthode de valorisation de l'apport et de sa conformité à la réglementation comptable

L'apport de titres envisagé est effectué par M. Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU.

Au terme du projet de traité d'apport, les parties ont convenu de retenir la valeur réelle estimée des titres de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF en tant que valeur d'apport.

2.3. Réalité de l'apport

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la pleine propriété par M. Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU des titres de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF, objets du présent apport.

3. APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

3.1. Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation

L'apport porte sur 200 titres représentant 33.33% du capital de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF.

3.2. Détermination de la valeur de l'apport par les parties

La valeur retenue par les parties pour la comptabilisation dans les comptes de la SAS A CAPITAL des 200 actions de la SAS BENEFICIAIRE EFFECTIF apportées, correspond à la valeur convenue entre les parties.

En conséquence, les parties s'accordent pour retenir une valeur globale de l'apport effectué par Monsieur Pierre-Louis Thierry d'ARGENLIEU de quarante mille (40 000) euros.

3.3. Valorisation de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF.

Pour apprécier la valeur de l'apport, nous avons mis en œuvre une évaluation multicritères, selon différentes méthodes, issues des préconisations de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes et de transactions similaires rencontrées sur le marché des transactions d'entreprises.

Méthodes écartées

Les approches d'évaluation suivantes ont été écartées car jugées inadaptées à la société BENEFICIAIRE EFFECTIF.

a) Référence au cours de bourse

La société BENEFICIAIRE EFFECTIF n'étant pas cotée, la méthode faisant référence au cours de bourse ne peut pas être appliquée.

b) Actif net comptable et actif net réévalué

Ces approches par l'actif net ne sont pas non plus pertinentes, puisque la société BENEFICIAIRE EFFECTIF n'a pas encore arrêté de comptes annuels à la date du présent rapport.

Méthodes retenues

Les titres de la société BENEFICIAIRE EFFECTIF ont été évalués d'un commun accord entre les Parties. La valeur retenue est basée sur la structure attendue de l'actif net au jour du présent rapport, constituée essentiellement de la trésorerie.

4. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à 40 000 euros n'est pas surévaluée et, que le montant correspond au capital social apporté à la SAS A CAPITAL.

Pierre - Louis Thierry

d'Argentan

05/02/2021

Fait à Luxeuil les Bains, le 05 février 2021

Le Commissaire aux apports,

M.C.H Auditeurs

M. Franck PAUL


AUDITEURS